

# « La gouvernance économique européenne est trop complexe »

Le Monde | 17.03.2015 à 11h58 • Mis à jour le 17.03.2015 à 11h59 |

Par **Marie Charrel** ([journaliste/marie-charrel/](#))

La zone euro va mieux, mais beaucoup reste à faire. Surtout si l'on veut éviter qu'une nouvelle crise ne surgisse sur les cendres de la précédente et si l'on souhaite redonner du sens au projet européen. Dans une note intitulée « Pour une politique macroéconomique d'ensemble en zone euro » publiée mardi 17 mars, Agnès Bénassy-Quéré et Xavier Ragot, économistes au Conseil d'analyse économique (CAE), dressent un constat sans concession sur le sujet. Et appellent à une grande révision de la gouvernance économique européenne.

Leur point de départ est simple : si la reprise de la zone euro est moins vigoureuse que celle observée aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, c'est aussi parce que les réponses apportées par les gouvernements depuis 2009 n'ont pas bien fonctionné. Là où nombre d'économistes incriminent en premier lieu l'excès d'austérité, les deux auteurs vont plus loin. Coupable, selon eux : le manque de coordination des politiques économiques, et leur focalisation excessive sur la seule question du déficit et de la dette publics. « *En se concentrant uniquement sur la soutenabilité des finances publiques, on a négligé d'autres déséquilibres majeurs* », explique M<sup>me</sup> Bénassy-Quéré.

Exemple ? L'endettement des ménages et des entreprises, passé sous les radars européens alors qu'il atteignait des niveaux problématiques en Irlande ou en Espagne. Ou encore, la divergence des coûts salariaux observée entre les pays membres depuis 2000, pourtant aussi inquiétante que celle des dettes publiques. « *De plus, la question du déficit a été traitée pays par pays, sans prendre en compte leurs interdépendances* », ajoute M. Ragot.

## Huit recommandations

Les nouvelles procédures budgétaires mises en place depuis la crise ont-elles corrigé ces défauts ? Pas vraiment. Non seulement elles mettent bien trop l'accent sur les seules finances publiques, mais en plus, elles sont

devenues si complexes qu'elles perdent en efficacité. Semestre européen, two-pack, six-pack... « *Trop complexes, elles mélangent objectifs de court et de long terme, manquent de hiérarchie et sont peu compréhensibles des citoyens* », précisent les auteurs de la note.

Pour améliorer les choses, ces derniers listent une série de huit recommandations visant à simplifier ces procédures, tout en permettant aux Etats de mieux se les approprier. Exemple : pourquoi la Commission européenne ne se concentrerait-elle pas sur un seul indicateur (comme le solde courant) plutôt que des dizaines, pour évaluer si un pays souffre de déséquilibres macroéconomiques ? « *Il conviendrait aussi qu'elle se contente de fixer des objectifs à atteindre, et non les instruments pour y parvenir : cela laisserait plus de marges de manœuvre aux gouvernements* », commente M<sup>me</sup> Bénassy-Quéré. Que les experts de Bruxelles laissent aux dirigeants politiques les choix qui relèvent du politique, en somme...

Dans tous les cas, estiment les auteurs, la zone euro restera incomplète et fragile si elle n'avance pas vers plus d'intégration – avec à terme, dans l'idéal, un véritable budget commun. Sans cela, la Banque centrale européenne (BCE) restera la seule institution chargée d'absorber les chocs subis par les membres. Une mission dont, d'ailleurs, elle ne veut plus. Lors d'un discours à Francfort, lundi 16 mars, son président Mario Draghi l'a encore rappelé : sans renforcement de l'intégration européenne, « *la pérennité de l'union* » restera en question.



[\(/journaliste/marie-charrel/\)](#) **Marie Charrel** [\(/journaliste/marie-charrel/\)](#)

Journaliste macroéconomie / politique monétaire

Suivre